

important partenaire commercial de la Grande-Bretagne et un marché intéressant pour la C.E.E. et les autres pays candidats à l'adhésion; nous sommes donc loin d'être dépourvus de moyens. Tous ces pays européens désirent accroître leurs échanges avec le Canada et nous verrons à ce que les modalités de ces échanges soient équitables.

Outre ces efforts, un des objectifs clé de la politique canadienne consistera à intensifier les liens commerciaux nous unissant à l'ensemble de l'Europe. Certains ajustements seront inévitables après l'élargissement de la C.E.E. mais compte tenu de l'ampleur des importations dont l'Europe a besoin, il devrait y avoir de bonnes perspectives de commerce pour nous sur ce marché. Il est essentiel que notre part du commerce européen reflète le rôle que nous assumons dans le commerce mondial.

Nous donnons déjà de plus en plus d'importance à cette région dans les programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce. Un tiers de l'effectif du Service des délégués commerciaux se trouve en Europe. Nous augmentons le budget consacré aux missions et aux foires en Europe. Nous développons la coopération scientifique et technologique avec les pays européens; par exemple, suite à l'envoi au mois de juin d'une mission sur la science et la technologie en Belgique, nous avons élaboré un accord qui devrait faciliter ce genre de coopération avec la Belgique.

Au cours des dix premiers mois de 1970, nos exportations vers la C.E.E. ont augmenté de 43 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1969. La C.E.E. sera en 1970, et cela pour la première fois, un marché dépassant largement \$1 milliard pour les produits canadiens.

Nous intensifierons également nos activités auprès des pays associés à la C.E.E. ou qui envisagent de le devenir. Par exemple, nous venons d'avoir d'importants entretiens à Ottawa avec des hauts fonctionnaires du gouvernement algérien, lesquels ont abouti entre autres choses, à la vente de 850,000 à 1 million de tonnes métriques de blé livrables au cours des quatre prochaines années.

Nous essayons d'améliorer constamment nos efforts de promotion commerciale dans la C.E.E. et ses pays associés. J'espère également que les exportateurs canadiens veilleront de leur côté à accroître dans toute la mesure du possible leurs ventes dans cette zone commerciale dynamique.

Les secteurs public et privé du Canada devront travailler en étroite collaboration pour minimiser les répercussions négatives de l'élargissement de la C.E.E. et pour tirer un maximum de profits de ses effets positifs. Je sais que nous pouvons compter sur les responsables de tous les secteurs industriels canadiens et je puis leur assurer que pour sa part, le gouvernement canadien assumera toutes les responsabilités qui lui incombent.